

La Fondation FondaMental souligne la méconnaissance des maladies mentales en France et alerte sur l'urgence de leur prévention

www.fondation-fondamental.org

La Fondation FondaMental alerte sur l'urgence de la prévention en psychiatrie à l'occasion d'un colloque organisé le jeudi 12 juin au Palais d'Iéna autour d'expériences prometteuses nationales et internationales. Ce colloque est organisé en partenariat avec le groupe de protection sociale Klesia, qui a fait de la prévention en santé un axe prioritaire du développement de son action, et le Conseil économique social et environnemental.

En amont de ce colloque et à l'heure où les progrès de la science offrent une lecture nouvelle des maladies mentales, comment les Français perçoivent-ils ces pathologies aujourd'hui? Une enquête Ipsos-FondaMental-Klesia apporte des éléments de réponse sur le rapport des Français à la santé mentale¹, miroir d'une 1^{ère} enquête menée en 2009². Principaux enseignements :

- Les Français se sentent majoritairement touchés par les maladies mentales mais leurs connaissances sur le sujet restent faibles. Les peurs et les idées reçues persistent, malgré une évolution légère des perceptions.
- Les Français expriment un besoin très fort d'information perçue comme une priorité pour améliorer la prise en charge et la prévention !

Ces résultats font écho à l'un des trois leviers d'action préconisés par la Fondation FondaMental pour relever le défi de la prévention en psychiatrie :

- Déstigmatiser et informer le grand public sur les troubles psychiatriques,
- Promouvoir une spécialisation accrue de la prise en charge des maladies mentales, sur le modèle des Centres Experts qu'elle a mis en place,
- Soutenir l'effort de recherche en psychiatrie pour améliorer nos connaissances et nos stratégies d'action.

Les maladies mentales : mal connues et sous-estimées des Français, qui se sentent pourtant très concernés par le sujet

Les chiffres clés

58% des Français se disent concernés de près ou de loin par les maladies mentales.

46% des Français citent des maladies neurologiques comme étant une maladie mentale.

71% des répondants sous-estiment la prévalence des maladies mentales, qui touchent pourtant 25% des Français au cours de leur vie.

Les maladies mentales touchent de près ou de loin une majorité de Français. Aujourd'hui, plus d'1 Français sur 2 (58%) déclare être concerné par les maladies mentales, dont 13% personnellement (+8 points vs 2009). La dépression apparaît comme la maladie la plus répandue : près d'un Français sur deux (47%) se dit concerné, dont 8% personnellement.

4 Français sur 10 (39%) soulignent également s'être posés des questions sur la santé mentale d'un proche.

Pourtant, la méconnaissance est flagrante : si les maladies mentales les plus citées spontanément sont la schizophrénie (56%), les maladies maniacodépressives/troubles bipolaires (26%) et la dépression (18%), 46% des Français associent spontanément les maladies mentales à des maladies pourtant neurologiques comme la maladie d'Alzheimer (38%) ou la maladie de Parkinson ! A noter que 6% ne savent pas citer de maladies mentales !

¹ Sondage réalisée sur Internet auprès d'un échantillon représentatif de 1002 Français âgés de 18 ans et plus du 17 au 23 avril 2014.

² I Durand Zaleski et al., *A first national survey of knowledge, attitudes and behaviours towards schizophrenia, bipolar, disorders and autism in France*, BMC Psychiatry, 2012

Le regard sur les maladies mentales n'a pas évolué : peurs et idées reçues persistent

Si les représentations des maladies mentales restent marquées par les craintes qu'elles suscitent, les perceptions tendent à s'améliorer par rapport à 2009³, notamment sur les dénominations les plus péjoratives :

- 2 Français sur 5 (42%) associent spontanément la maladie mentale à la folie (vs 47% en 2009)
- 7% d'entre eux utilisent des termes tels que « cinglés », « tarés ». Ils étaient le double, soit 14%, en 2009.

Les chiffres clés

74% des Français pensent que les malades mentaux sont dangereux pour eux-mêmes ou pour les autres.

54% estiment que les malades mentaux doivent être assistés dans leur vie de tous les jours.

Pour autant, l'image sociale des personnes atteintes de maladies mentales reste liée à la dangerosité, à la dépendance et aux difficultés de socialisation :

- 42% des Français pensent que les malades mentaux ne peuvent pas assumer la responsabilité d'une famille et la moitié d'entre eux déclarent qu'ils se sentiraient gênés de vivre sous le même toit qu'une personne atteinte de troubles mentaux,
- 21% des Français pensent qu'ils doivent prendre des traitements qui les rendent apathiques - 20% ne savent pas répondre.
- 35% des Français (un tiers) seraient gênés de travailler et 30% de partager un repas avec un malade mental.

« Si l'image sociale des maladies mentales apparaît aujourd'hui moins négative, tout reste à faire pour informer le « grand public » sur les facteurs de risque, les signaux d'alerte, les prises en charge disponibles », souligne Marion Leboyer, Directeur de la Fondation FondaMental.

Un besoin d'informations manifeste

Les chiffres clés

84% des Français ne se sentent pas assez informés des moyens de prévenir les maladies mentales, **79%** sur les conduites à tenir en cas de problème de santé mentale.

67% des Français considèrent également comme prioritaire d'agir en faveur du dépistage précoce.

Près de 9 Français sur 10 ne se sentent pas assez informés au sujet de la prévention des maladies mentales, ce qui en fait l'une des pathologies où le besoin d'informations est le plus criant (selon une étude Ipsos-Boehringer Ingelheim en 2013, 76% des Français se sentent bien informés au sujet des AVC).

Prévention, conduites à tenir en cas de troubles suspectés, ou encore prise en charge post-diagnostic, les besoins d'information sont ainsi largement exprimés :

- 70% disent se sentir faiblement ou pas informés sur les structures disponibles en cas de problème de santé mentale,
- 55% se disent mal ou pas informés sur le professionnel de santé à consulter en cas de problèmes mentaux,
- 78% se déclarent mal ou pas informés sur les traitements existants.

67% des Français considèrent également comme prioritaire d'agir en faveur du dépistage précoce. En cas de problèmes mentaux, 81% des Français en parleraient à leur médecin traitant contre 51% à un spécialiste et 41% à leur famille.

Aujourd'hui, pour la Fondation FondaMental, un maître mot : PREVENTION !

Mieux comprendre, intervenir précocement et mieux soigner les maladies mentales les plus invalidantes (les troubles bipolaires, la schizophrénie, l'autisme de haut niveau ou syndrome d'Asperger, les dépressions résistantes, les conduites suicidaires, les TOC résistants et le stress post-traumatique) tels sont les défis que la Fondation FondaMental relève au quotidien.

Parce que la prévention en psychiatrie est possible, efficace et rentable, la Fondation FondaMental en appelle à la mise en œuvre d'une politique volontariste qui aurait pour triple ambition de :

³ I Durand Zaleski et al., *A first national survey of knowledge, attitudes and behaviours towards schizophrenia, bipolar, disorders and autism in France*, BMC Psychiatry, 2012

- ✓ Prévention primaire : diminuer le risque d'entrée dans la maladie,
- ✓ Prévention secondaire : dépister et prendre en charge le plus tôt possible les maladies qui n'ont pu être évitées,
- ✓ Prévention tertiaire : réduire les risques de rechutes et d'apparition de handicaps à plus long terme.

Pour les années à venir, la Fondation FondaMental entend privilégier trois leviers d'actions :

1. **Déstigmatiser et faire connaître les maladies mentales et leurs facteurs de risque** (hygiène de vie, traumatismes infantiles, cannabis...)
2. **Encourager une spécialisation accrue, à l'instar de ce qui s'est fait pour les autres pathologies médicales (cancer, obésité, Alzheimer)**. La Fondation FondaMental a mis en place un dispositif, complémentaire de la psychiatrie généraliste existante et s'inscrivant dans le cadre de l'offre de soins sectorisée : les Centres Experts (troubles bipolaires, schizophrénie, syndrome d'Asperger, dépression résistante), qui sont des plateformes de diagnostic et de recherche. Après évaluation, ceux-ci devraient être labellisés avec comme perspective leur renforcement et leur généralisation en tant que maillon indispensable du parcours de soin.
3. **Renforcer la recherche sur les maladies mentales afin d'améliorer la connaissance** sur les facteurs de risque, les mécanismes physiopathologiques et les biomarqueurs de ces pathologies, identifier de nouvelles voies thérapeutiques, mieux évaluer les coûts et l'efficacité des prises en charge, etc.

« Pour des raisons à la fois éthiques, médicales et financières, il y a urgence à soutenir les innovations et améliorer la prise en charge de ces pathologies. Nous avons la chance au sein de la Fondation FondaMental de réunir les expertises et les talents de médecins, psychiatres, psychologues, chercheurs pour mieux comprendre les mécanismes de ces maladies, et mieux soigner les patients en repensant les modèles de prise en charge. Mais pour relever ces défis, il faut donner aux médecins et aux chercheurs les moyens d'agir. En France, l'effort de recherche en psychiatrie doit être soutenu à la hauteur des défis qui restent à relever » souligne Marion Leboyer, Directeur de la Fondation FondaMental.



Avec notamment :

- . **Martin Hirsch**, Directeur de l'AP-HP
- . **Pr Frédéric Rouillon**, Chef de service-Hôpital Sainte-Anne (Paris), professeur à l'Université Paris Descartes
- . **Félicité Herzog**, écrivain
- . **Philippe Charrier**, Président de l'Unafam
- . **Pr Pierre-Michel Llorca**, chef de service psychiatrie, CHU de Clermont-Ferrand
- . **Pr Antoine Pelissolo**, professeur de psychiatrie à l'Université Paris-Est-Créteil, chef de service aux HU Henri Mondor
- . **Pr Didier Jourdan**, Vice-Président de la commission spécialisée Prévention, Education et Promotion de la santé au HCSP
- . **Didier Bernus**, Conseiller au CESE et rapporteur de l'avis : « Suicide : plaidoyer pour une prévention active », Secrétaire général de la Fédération FO-FSPS

La prévention est plus que jamais au cœur des réflexions sur la rénovation des politiques de santé. Comment se décline-t-elle dans le champ de la psychiatrie ? Quelles sont les expériences les plus prometteuses ?

Fort des expériences réussies et des possibilités d'action, la Fondation FondaMental alerte les décideurs publics et privés à l'occasion du Colloque « Prévention en psychiatrie : les clés de l'efficacité ». Organisé en partenariat avec Klesia et le CESE au Palais d'Iéna le jeudi 12 juin de 9h à 17h, il réunit des experts de tous horizons.

Son ambition : réinscrire la psychiatrie dans une politique de prévention globale et repenser les modèles existants à la lueur des progrès accomplis et des expérimentations comme des pratiques les plus porteuses d'espoir.

Programme détaillé sur

www.colloque-preventionpsychiatrie.fr

Contacts Presse :

The Desk – Laurence de la Touche - 01 40 54 19 73 – l.delatouche@thedesk.fr

A propos de la Fondation FondaMental

Animée par la conviction que seule une recherche de qualité peut aider à relever les défis médicaux et scientifiques posés par ces pathologies, la Fondation FondaMental participe à la révolution scientifique aujourd'hui en marche dans le champ de la psychiatrie, source d'espoirs pour les patients et leurs proches, (www.fondation-fondamental.org) réunit des équipes de soins et de recherche et travaille en particulier autour des pathologies considérées parmi les plus invalidantes. Pour relever les défis posés par ces pathologies, la Fondation FondaMental s'est donné quatre missions :

- Favoriser le diagnostic précoce à travers l'ouverture d'un réseau national de Centres Experts,
- Accélérer la recherche en psychiatrie en France,
- Former les professionnels de santé et l'ensemble des acteurs impliqués,
- Informer le « grand public » pour changer le regard sur les maladies mentales.

A propos de Klesia

Klesia est un acteur majeur de la protection sociale, avec une ambition claire : faire de tous ses métiers des moteurs de protection et d'innovation sociale. Le Groupe propose son expertise dans les métiers de la retraite complémentaire, la prévoyance, la santé, l'épargne retraite et salariale, les services à la personne et l'action sociale.

Rechercher une adaptation aux besoins de ses clients du fait des difficultés liées à l'âge, à la maladie ou aux aléas de la vie est une des priorités de Klesia au travers d'une action sociale ambitieuse.

Le Groupe mène, entre autres, une politique active pour soutenir les personnes en situation de handicap et leur proche, directement auprès de ses ressortissants mais aussi via des associations soutenues par ses Institutions de Retraite complémentaire (KLESIA Retraite Agirc, KLESIA Retraite Arrco et CARCEPT).

Un intérêt particulier est notamment apporté à la problématique des maladies psychiatriques et des handicaps qu'elles occasionnent. La thématique du handicap psychique et de l'emploi a d'ailleurs été abordée lors de colloques des Rendez-vous de la Solidarité : « Handicap psychique et emploi : un défi à relever » en 2011 et « Handicap psychique et emploi : de la représentation à la réalité en 2012 ».

En 2014, KLESIA a souhaité s'associer aux travaux de la Fondation FondaMental dans le domaine de la prévention en psychiatrie et du handicap psychique pour poursuivre son action sur ce thème.

www.klesia.fr

A propos du Conseil économique social et environnemental

Troisième assemblée de la République française après l'Assemblée nationale et le Sénat, le Conseil économique, social et environnemental (CESE) est composé de 233 membres et 72 personnalités associées répartis en trois grands pôles représentant les acteurs de la vie économique et du dialogue social ; les acteurs de la vie associative et de la cohésion sociale et territoriale. Le dernier pôle étant constitué, dans la logique du Grenelle de l'environnement, de représentants des associations et fondations acteurs de la protection de l'environnement et du développement durable. Le CESE favorise le dialogue entre les catégories socioprofessionnelles, contribue à l'évaluation des politiques publiques entrant dans son champ de compétences, promeut un dialogue constructif avec ses homologues, tant au plan régional et local qu'international et contribue à l'information des citoyens. Le CESE joue ainsi un rôle essentiel dans la période de mutation économique, sociale et environnementale que nous vivons : celui de lanceur d'alerte au niveau institutionnel et d'interface entre la société civile et les politiques. Pour répondre à ses missions, le Conseil peut être saisi par le Premier ministre, le président de l'Assemblée nationale ou le président du Sénat, par voie de pétition ou auto saisine.

www.lecese.fr